

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(ANDREOTTI)

di concerto col **Ministro di Grazia e Giustizia**

(VASSALLI)

col **Ministro delle Finanze**

(GAVA)

col **Ministro del Tesoro**

(AMATO)

col **Ministro della Pubblica Istruzione**

(GALLONI)

col **Ministro dei Lavori Pubblici**

(DE ROSE)

col **Ministro del Turismo e dello Spettacolo**

(CARRARO)

e col **Ministro per i Beni Culturali e Ambientali**

(VIZZINI)

(V. Stampato Camera n. 1962)

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 16 giugno 1988

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza il
22 giugno 1988*

Ratifica ed esecuzione della convenzione europea per la
salvaguardia del patrimonio architettonico in Europa, firmata a
Granada il 3 ottobre 1985

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione europea per la salvaguardia del patrimonio architettonico in Europa, firmata a Granada il 3 ottobre 1985.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 22 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

**CONVENTION
POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL
DE L'EUROPE**

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, afin notamment de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Reconnaissant que le patrimoine architectural constitue une expression irremplaçable de la richesse et de la diversité du patrimoine culturel de l'Europe, un témoin inestimable de notre passé et un bien commun à tous les Européens ;

Vu la Convention Culturelle Européenne signée à Paris le 19 décembre 1954 et notamment son article 1^{er} ;

Vu la Charte Européenne du Patrimoine Architectural adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 26 septembre 1975 et la Résolution (76) 28, adoptée le 14 avril 1976, relative à l'adaptation des systèmes législatifs et réglementaires nationaux aux exigences de la conservation intégrée du patrimoine architectural ;

Vu la Recommandation 880 (1979) de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe relative à la conservation du patrimoine architectural ;

Compte tenu de la Recommandation n° R (80) 16 du Comité des Ministres aux Etats membres concernant la formation spécialisée des architectes, urbanistes, ingénieurs du génie civil et paysagistes ainsi que la Recommandation n° R (81) 13 du Comité des Ministres adoptée le 1^{er} juillet 1981 concernant les actions à entreprendre en faveur de certains métiers menacés de disparition dans le cadre de l'activité artisanale ;

Rappelant qu'il importe de transmettre un système de références culturelles aux générations futures, d'améliorer le cadre de vie urbain et rural et de favoriser par la même occasion le développement économique, social et culturel des Etats et des régions ;

Affirmant qu'il importe de s'accorder sur les orientations essentielles d'une politique commune qui garantisse la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine architectural,

Sont convenus de ce qui suit :

DÉFINITION DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL

Article 1

Aux fins de la présente Convention, l'expression « patrimoine architectural » est considérée comme comprenant les biens immeubles suivants :

1. Les monuments : toutes réalisations particulièrement remarquables en raison de leur intérêt historique, archéologique, artistique, scientifique, social ou technique, y compris les installations ou les éléments décoratifs faisant partie intégrante de ces réalisations ;
2. Les ensembles architecturaux : groupements homogènes de constructions urbaines ou rurales remarquables par leur intérêt historique, archéologique, artistique, scientifique, social ou technique et suffisamment cohérents pour faire l'objet d'une délimitation topographique ;
3. Les sites : œuvres combinées de l'homme et de la nature, partiellement construites et constituant des espaces suffisamment caractéristiques et homogènes pour faire l'objet d'une délimitation topographique, remarquables par leur intérêt historique, archéologique, artistique, scientifique, social ou technique.

IDENTIFICATION DES BIENS À PROTÉGER

Article 2

Afin d'identifier avec précision les monuments, ensembles architecturaux et sites susceptibles d'être protégés, chaque Partie s'engage à en poursuivre l'inventaire et, en cas de menaces pesant sur les biens concernés, à établir dans les meilleurs délais une documentation appropriée.

PROCÉDURES LÉGALES DE PROTECTION

Article 3

Chaque Partie s'engage :

1. à mettre en œuvre un régime légal de protection du patrimoine architectural ;
2. à assurer, dans le cadre de ce régime et selon des modalités propres à chaque Etat ou région, la protection des monuments, des ensembles architecturaux et des sites.

Article 4

Chaque Partie s'engage :

1. à appliquer en vertu de la protection juridique des biens considérés, des procédures de contrôle et d'autorisation appropriées ;
2. à éviter que des biens protégés ne soient défigurés, dégradés ou démolis. Dans cette perspective, chaque Partie s'engage, si ce n'est pas déjà fait, à introduire dans sa législation des dispositions prévoyant :
 - a. la soumission à une autorité compétente des projets de démolition ou de modification de monuments déjà protégés ou faisant l'objet d'une procédure de protection, ainsi que de tout projet qui affecte leur environnement ;
 - b. la soumission à une autorité compétente des projets affectant tout ou partie d'un ensemble architectural ou d'un site, et portant sur des travaux
 - de démolition de bâtiments
 - de construction de nouveaux bâtiments
 - de modifications importantes qui porteraient atteinte au caractère de l'ensemble architectural ou du site ;
 - c. la possibilité pour les pouvoirs publics de mettre en demeure le propriétaire d'un bien protégé d'effectuer des travaux ou de se substituer à lui en cas de défaillance de sa part ;
 - d. la possibilité d'exproprier un bien protégé.

Article 5

Chaque Partie s'engage à proscrire le déplacement de tout ou partie d'un monument protégé, sauf dans l'hypothèse où la sauvegarde matérielle de ce monument l'exigerait impérativement. En ce cas, l'autorité compétente prendrait les garanties nécessaires pour son démontage, son transfert et son remontage dans un lieu approprié.

MESURES COMPLÉMENTAIRES

Article 6

Chaque Partie s'engage à :

1. prévoir, en fonction des compétences nationales, régionales et locales et dans la limite des budgets disponibles, un soutien financier des pouvoirs publics aux travaux d'entretien et de restauration du patrimoine architectural situé sur son territoire ;

2. avoir recours, le cas échéant, à des mesures fiscales susceptibles de favoriser la conservation de ce patrimoine ;
3. encourager les initiatives privées en matière d'entretien et de restauration de ce patrimoine.

Article 7

Aux abords des monuments, à l'intérieur des ensembles architecturaux et des sites, chaque Partie s'engage à susciter des mesures visant à améliorer la qualité de l'environnement.

Article 8

Chaque Partie s'engage en vue de limiter les risques de dégradation physique du patrimoine architectural :

1. à soutenir la recherche scientifique en vue d'identifier et d'analyser les effets nuisibles de la pollution et en vue de définir les moyens de réduire ou d'éliminer ces effets ;
2. à prendre en considération les problèmes spécifiques de la conservation du patrimoine architectural dans les politiques de lutte contre la pollution.

SANCTIONS

Article 9

Chaque Partie s'engage, dans le cadre des pouvoirs qui sont les siens, à faire en sorte que les infractions à la législation protégeant le patrimoine architectural fassent l'objet de mesures appropriées et suffisantes de la part de l'autorité compétente. Ces mesures peuvent entraîner, le cas échéant, l'obligation pour les auteurs de démolir un nouvel édifice construit irrégulièrement ou de restituer l'état antérieur du bien protégé.

POLITIQUES DE CONSERVATION

Article 10

Chaque Partie s'engage à adopter des politiques de conservation intégrée qui :

1. placent la protection du patrimoine architectural parmi les objectifs essentiels de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et qui assurent la prise en compte de cet impératif aux divers stades de l'élaboration des plans d'aménagement et des procédures d'autorisation de travaux ;
2. suscitent des programmes de restauration et d'entretien du patrimoine architectural ;
3. fassent de la conservation, de l'animation et de la mise en valeur du patrimoine architectural, un élément majeur des politiques en matière de culture, d'environnement et d'aménagement du territoire ;
4. favorisent, lorsque c'est possible, dans le cadre des processus d'aménagement du territoire et de l'urbanisme, la conservation et l'utilisation de bâtiments dont l'importance propre ne justifierait pas une protection au sens de l'Article 3, paragraphe 1, de la présente Convention, mais qui présenterait une valeur d'accompagnement du point de vue de l'environnement urbain ou rural ou du cadre de vie ;
5. favorisent l'application et le développement, indispensables à l'avenir du patrimoine, des techniques et matériaux traditionnels.

Article 11

Chaque Partie s'engage à favoriser, tout en respectant le caractère architectural et historique du patrimoine :

- l'utilisation des biens protégés compte tenu des besoins de la vie contemporaine ;
- l'adaptation, lorsque cela s'avère approprié, de bâtiments anciens à des usages nouveaux.

Article 12

Tout en reconnaissant l'intérêt de faciliter la visite par le public des biens protégés, chaque Partie s'engage à faire en sorte que les conséquences de cette ouverture au public, notamment les aménagements d'accès, ne portent pas atteinte au caractère architectural et historique de ces biens et de leur environnement.

Article 13

Afin de faciliter la mise en œuvre de ces politiques, chaque Partie s'engage à développer dans le contexte propre de son organisation politique et administrative, la coopération effective aux divers échelons des services responsables de la conservation, de l'action culturelle, de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

PARTICIPATION ET ASSOCIATIONS**Article 14**

En vue de seconder l'action des pouvoirs publics en faveur de la connaissance, la protection, la restauration, l'entretien, la gestion et l'animation du patrimoine architectural, chaque Partie s'engage :

1. à mettre en place, aux divers stades des processus de décision, des structures d'information, de consultation et de collaboration entre l'Etat, les collectivités locales, les institutions et associations culturelles et le public ;
2. à favoriser le développement du mécénat et des associations à but non lucratif œuvrant en la matière.

INFORMATION ET FORMATION**Article 15**

Chaque Partie s'engage :

1. à valoriser la conservation du patrimoine architectural dans l'opinion publique aussi bien en tant qu'élément d'identité culturelle que comme source d'inspiration et de créativité pour les générations présentes et futures ;
2. à promouvoir à cette fin des politiques d'information et de sensibilisation notamment à l'aide de techniques modernes de diffusion et d'animation, ayant en particulier pour objectif :
 - a. d'éveiller ou d'accroître la sensibilité du public, dès l'âge scolaire, à la protection du patrimoine, à la qualité de l'environnement bâti et à l'expression architecturale ;
 - b. de mettre en évidence l'unité du patrimoine culturel et des liens existant entre l'architecture, les arts, les traditions populaires et modes de vie, que ce soit à l'échelon européen, national ou régional.

Article 16

Chaque Partie s'engage à favoriser la formation des diverses professions et des divers corps de métiers intervenant dans la conservation du patrimoine architectural.

COORDINATION EUROPÉENNE DES POLITIQUES DE CONSERVATION**Article 17**

Les Parties s'engagent à échanger des informations sur leurs politiques de conservation en ce qui concerne :

1. les méthodes à définir en matière d'inventaire, de protection et de conservation des biens, compte tenu de l'évolution historique et de l'augmentation progressive du patrimoine architectural ;
2. les moyens de concilier pour le mieux l'impératif de protection du patrimoine architectural et les besoins actuels de la vie économique, sociale et culturelle ;
3. les possibilités offertes par les technologies nouvelles, concernant à la fois l'identification et l'enregistrement, la lutte contre la dégradation des matériaux, la recherche scientifique, les travaux de restauration et les modes de gestion et d'animation du patrimoine architectural ;
4. les moyens de promouvoir la création architecturale qui assure la contribution de notre époque au patrimoine de l'Europe.

Article 18

Les Parties s'engagent à se prêter chaque fois que nécessaire une assistance technique mutuelle s'exprimant dans un échange d'expériences et d'experts en matière de conservation du patrimoine architectural.

Article 19

Les Parties s'engagent à favoriser, dans le cadre des législations nationales pertinentes ou des accords internationaux par lesquels elles sont liées, les échanges européens de spécialistes de la conservation du patrimoine architectural, y compris dans le domaine de la formation permanente.

Article 20

Aux fins de la présente Convention, un Comité d'experts institué par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en vertu de l'Article 17 du Statut du Conseil de l'Europe est chargé de suivre l'application de la Convention et en particulier :

1. de soumettre périodiquement au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe un rapport sur la situation des politiques de conservation du patrimoine architectural dans les Etats parties à la Convention, sur l'application des principes qu'elle a énoncés et sur ses propres activités ;
2. de proposer au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe toute mesure tendant à la mise en œuvre des dispositions de la Convention, y compris dans le domaine des activités multilatérales et en matière de révision ou d'amendement de la Convention ainsi que d'information du public sur les objectifs de la Convention ;
3. de faire des recommandations au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe relatives à l'invitation d'Etats non membres du Conseil de l'Europe à adhérer à la Convention.

Article 21

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte à l'application des dispositions spécifiques plus favorables à la protection des biens visés à l'Article 1 contenues dans

- la Convention concernant la protection du Patrimoine mondial, culturel et naturel du 16 novembre 1972 ;
- la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique du 6 mai 1969.

CLAUSES FINALES

Article 22

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe.
Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle trois Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions du paragraphe précédent.
3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat membre qui exprimerait ultérieurement son consentement à être lié par elle, le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 23

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil ainsi que la Communauté Economique Européenne à adhérer à la présente Convention, par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité.
2. Pour tout Etat adhérent ou pour la Communauté Economique Européenne en cas d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 24

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.
2. Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.
3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 25

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer qu'il se réserve le droit de ne pas se conformer en tout ou en partie aux dispositions de l'Article 4, paragraphes c et d. Aucune autre réserve n'est admise.
2. Tout Etat contractant qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe précédent peut la retirer en tout ou en partie en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de

l'Europe. Le retrait prendra effet à la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

3. La Partie qui a formulé la réserve au sujet de la disposition mentionnée au premier paragraphe ci-dessus ne peut prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie ; toutefois, elle peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où elle l'a acceptée.

Article 26

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 27

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention et à la Communauté Economique Européenne adhérente :

- a. toute signature ;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 22, 23 et 24 ;
- d. tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at Granada, this 3rd day of October 1985, in English and French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each member State of the Council of Europe and to any State or to the European Economic Community invited to accede to this Convention.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Grenade, le 3 octobre 1985, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, ainsi qu'à tout Etat ou à la Communauté Economique Européenne invités à adhérer à la présente Convention.

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Certified a true copy of the sole original documents, in English and in French, deposited in the archives of the Council of Europe.

Strasbourg, this *18th October 1985*

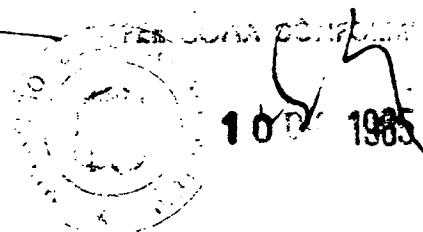
The Director of Legal Affairs
of the Council of Europe,

Copie certifiée conforme à l'exemplaire original unique en langues française et anglaise, déposé dans les archives du Conseil de l'Europe.

Strasbourg, le *18 octobre 1985*

Le Directeur des Affaires juridiques
du Conseil de l'Europe,


Erik HARREMOES



TRADUZIONE NON UFFICIALE

C O N V E N Z I O N E

PER LA SALVAGUARDIA DEL PATRIMONIO ARCHITETTONICO
DELL'EUROPA

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente Convenzione,

Considerando che l'obiettivo del Consiglio d'Europa è di attuare una più stretta unione tra i suoi membri, in particolare per salvaguardare e promuovere gli ideali ed i principi che costituiscono il loro comune patrimonio;

Riconoscendo che il patrimonio architettonico rappresenta una espressione insostituibile della ^{RICCH}~~diversità~~ ricchezza e della varietà del patrimonio culturale europeo, un'inestimabile testimonianza del nostro passato ed un bene comune a tutti gli Europei;

Vista la Convenzione culturale europea firmata a Parigi il 19 dicembre 1954 ed in particolare l'articolo 1° di detta Convenzione;

Vista la Carta Europea del Patrimonio Architettonico adottata dal Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa il 26 settembre 1975 e la Risoluzione (76) 28, adottata il 14 aprile 1976, relativa all'adeguamento dei sistemi legislativi e regolamentari nazionali alle esigenze di una conservazione integrata del patrimonio architettonico;

Vista la Raccomandazione 880 (1979) dell'Assemblea Parlamentare del Consiglio d'Europa relativa alla conservazione del patrimonio architettonico;

Tenendo conto della Raccomandazione n° R(80) 16 del Comitato dei Ministri agli Stati membri, relativa alla formazione specializzata di architetti, urbanisti, ingegneri del genio civile e paesaggisti, come pure la Raccomandazione n° R(81) 13 del Comitato dei Ministri adottata il 1° luglio 1981, relativa alle azioni da intraprendere a favore di alcuni mestieri nel settore dell'attività artigianale minacciati di estinzione;

Ricordando l'importanza di tramandare un sistema di riferimenti culturali alle generazioni future, di migliorare l'ambito di vita urbana e rurale e di favorire, con l'occasione, lo sviluppo economico, sociale e culturale degli Stati e delle Regioni;

Affermando che è opportuno accordarsi sugli orientamenti fondamentali di una politica comune che sia garante della salvaguardia e della valorizzazione del patrimonio architettonico;

Hanno convenuto quanto segue:

DEFINIZIONE DEL PATRIMONIO ARCHITETTONICO

ARTICOLO 1.

Ai fini della presente Convenzione il termine "patrimonio architettonico" comprende i seguenti beni immobili:

1. I monumenti: ogni realizzazione di particolare rilievo per via del suo interesse storico, archeologico, artistico, scientifico, sociale o tecnico, ivi comprese le installazioni o gli elementi decorativi che sono parte integrante di dette realizzazioni;
2. Gli insiemi architettonici: insiemi omogenei di costruzioni urbane o rurali, di rilevante interesse storico, archeologico, artistico, scientifico, sociale o tecnico, sufficientemente armonici per ~~PARZIALE~~^{ESSERE} oggetto di una delimitazione topografica;
3. I siti: realizzazioni ~~ad opera~~^{COMBinate} dell'uomo e della natura, parzialmente costruite e che costituiscono degli spazi sufficientemente caratteristici ed omogenei da essere oggetto di una delimitazione topografica, di rilevante interesse storico, archeologico, artistico, scientifico, sociale o tecnico.

INDIVIDUAZIONE DEI BENI DA TUTELARE

ARTICOLO 2.

Al fine di individuare con precisione i monumenti, insiemi architettonici e siti suscettibili di essere tutelati, ciascuna Parte s'impegna a farne l'inventario, e, in caso di pericolo incombente sui beni interessati, ad elaborare nei più brevi termini una documentazione adeguata.

PROCEDURE LEGISLATIVE DI TUTELA

ARTICOLO 3.

Ciascuna Parte s'impegna:

1. a porre in atto un regime legislativo di tutela del patrimonio architettonico;
2. a garantire, nell'ambito di detto regime e secondo modalità proprie ad ogni Stato o regione, la tutela dei monumenti, degli insiemi architettonici e dei siti.

ARTICOLO 4.

Ciascuna Parte s'impegna:

1. ad applicare, in virtù della tutela giuridica dei beni considerati, adeguate procedure di controllo e di autorizzazione;

2. ad evitare che beni tutelati vengano deturpati, degradati o demoliti. In tale prospettiva, ciascuna Parte s'impegna, qualora ciò non sia già stato fatto, ad inserire nella sua legislazione delle disposizioni che prevedono:
- a) la presentazione ad un'autorità competente, dei progetti di demolizione o di modifica dei monumenti già tutelati e che sono oggetto di una procedura di salvaguardia nonché di ogni progetto lesivo dell'ambiente in cui si trovano;
 - b) la presentazione, ad un'autorità competente, di progetti relativi a tutto o ad una parte di un insieme architettonico o di un sito, e concernenti lavori:
 - di demolizione di edifici;
 - di costruzione di nuovi edifici;
 - di importanti modifiche che potrebbero alterare le caratteristiche dell'insieme architettonico o del sito;
 - c) la possibilità per i poteri pubblici di ingiungere al proprietario di un bene tutelato di effettuare dei lavori o sostituirsi ad esso in caso di inadempienza da parte sua;
 - d) la possibilità di espropriare un bene tutelato.

ARTICOLO 5.

Ciascuna Parte s'impegna a vietare lo spostamento di tutto o di parte del monumento tutelato, tranne che nei casi in cui la salvaguardia materiale di detto monumento lo esiga in modo inderogabile. In tal caso, l'autorità competente dovrà prendere ^{I PROVVEDIMENTI} ~~le misure~~ necessarie per lo smontaggio, il trasferimento e la ricomposizione del monumento in un luogo appropriato.

DISPOSIZIONI COMPLEMENTARI

ARTICOLO 6.

Ciascuna Parte s'impegna a:

1. prevedere, in funzione delle competenze nazionali, regionali e locali, e nei limiti dei bilanci disponibili, un supporto finanziario dei poteri pubblici ai lavori di manutenzione e di restauro del patrimonio architettonico situato sul suo territorio;
2. ricorrere, se del caso, a disposizioni fiscali che possano favorire la conservazione di detto patrimonio;
3. incoraggiare le iniziative private in materia di manutenzione e di restauro di detto patrimonio.

ARTICOLO 7.

Ciascuna Parte s'impegna a promuovere misure che possano migliorare la qualità dell'ambiente, nei pressi dei monu-

menti, all'interno degli insiemi architettonici e dei siti.

ARTICOLO 8.

Ciascuna Parte s'impegna, al fine di limitare i rischi di degrado fisico del patrimonio architettonico:

1. ad appoggiare la ricerca scientifica volta ad individuare ed analizzare gli effetti nocivi dell'inquinamento ed a definire i mezzi per ridurre o eliminare tali effetti;
2. a prendere in considerazione i problemi specifici della conservazione del patrimonio architettonico nelle politiche di lotta contro l'inquinamento.

SANZIONI

ARTICOLO 9.

Ciascuna Parte s'impegna nell'ambito dei poteri di sua competenza, a fare in modo che le infrazioni alla legislazione che protegge il patrimonio architettonico siano oggetto di misure adeguate e sufficienti da parte dell'autorità competente. Tali misure potranno comportare, se del caso, l'obbligo per gli autori di demolire un nuovo edificio irregolarmente costruito o di riportare il bene tutelato alla sua condizione primitiva.

POLITICHE DI CONSERVAZIONE

ARTICOLO 10.

Ciascuna Parte s'impegna ad adottare politiche di conservazione integrata le quali:

1. pongano la tutela del patrimonio architettonico tra gli obiettivi essenziali dell'assetto urbanistico e del territorio e garantiscano la considerazione di detto obiettivo prioritario nelle varie fasi dell'elaborazione dei piani regolatori e delle procedure di autorizzazione dei lavori;
2. promuovano programmi di restauro e di manutenzione del patrimonio architettonico;
3. facciano della conservazione, dell'animazione e della valorizzazione del patrimonio architettonico, un elemento fondamentale delle politiche in materia di cultura, di ambiente e di assetto del territorio;
4. favoriscano, ove possibile, nell'ambito dei processi di assetto urbanistico e del territorio, la conservazione e l'uso di edifici la cui importanza, di per se stessa, non giustificherebbe una tutela ai sensi dell'art. 3 par. 1 della presente Convenzione, ma che rappresentano un valore "aggiunto" dal punto di vista dell'ambiente urbano o rurale o del quadro ^{Uscita} ~~di~~ vita;
5. favoriscano l'applicazione e lo sviluppo, indispensabili all'avvenire del patrimonio, delle tecniche e dei materiali tradizionali.

ARTICOLO 11.

Ciascuna Parte s'impegna a favorire, nel rispetto delle caratteristiche architettoniche e storiche del patrimonio:

- l'uso dei beni tutelati, tenuto conto delle esigenze della vita contemporanea;
- l'adattamento, qualora ciò si riveli appropriato, di edifici antichi a nuovi usi.

ARTICOLO 12.

Riconoscendo l'interesse di agevolare la visita dei beni tutelati da parte del pubblico, ogni Parte s'impegna a fare in modo che le conseguenze di detta apertura al pubblico, in particolar modo le sistemazioni delle vie di accesso, non rechino danno alla natura architettonica e storica di detti beni e del loro ambiente,

ARTICOLO 13.

Per agevolare l'attuazione di dette politiche, ciascuna Parte s'impegna a sviluppare, nell'ambito della propria organizzazione politica e amministrativa, un'effettiva cooperazione a vari livelli dei servizi responsabili della conservazione, dell'azione culturale, dell'ambiente e dell'assetto del territorio.

PARTECIPAZIONE E ASSOCIAZIONI

ARTICOLO 14.

Ciascuna Parte, al fine di assecondare l'azione dei poteri pubblici a favore della conoscenza, della protezione, del restauro, della manutenzione, della gestione e dell'animazione del patrimonio architettonico, s'impegna a:

1. costituire, nelle varie fasi dei processi decisionali, delle strutture d'informazione, di consultazione e di collaborazione tra lo Stato, le collettività locali, gli istituti ed associazioni culturali ed il pubblico;
2. favorire lo sviluppo del mecenatismo e delle associazioni a scopo non lucrativo che operano nel settore.

INFORMAZIONE E FORMAZIONE

ARTICOLO 15.

Ciascuna Parte s'impegna a:

1. valorizzare la conservazione del patrimonio architettonico nell'opinione pubblica, vuoi in quanto elemento di identità culturale, vuoi in quanto fonte d'ispirazione e di creatività per le generazioni presenti e future;

2. promuovere a tal fine politiche d'informazione e di sensibilizzazione, ~~in particolare modo~~ ^{IN PARTICOLARE} con l'aiuto di tecniche moderne di diffusione e di animazione, aventi in particolar modo come obiettivo:
- a) di suscitare o di accrescere fin dall'età scolastica, la sensibilità del pubblico alla tutela del patrimonio, alla qualità dell'ambiente costruito e all'espressione architettonica;
 - b) mettere in evidenza l'unità del patrimonio culturale e dei vincoli esistenti tra l'architettura, le arti, le tradizioni popolari ed i modi di vita, a livello sia europeo che nazionale o regionale.

ARTICOLO 16.

Ciascuna Parte s'impegna a favorire la formazione delle diverse professioni e dei ~~corpi di~~ mestieri che intervengono nella conservazione del patrimonio architettonico.

COORDINAMENTO EUROPEO DELLE POLITICHE DI CONSERVAZIONE

ARTICOLO 17.

Le Parti s'impegnano a scambiarsi informazioni sulle loro politiche di conservazione per quanto riguarda:

1. i metodi da definire in materia d'inventario, di protezione e di conservazione dei beni, tenuto conto dell'evoluzione storica e del graduale aumento del patrimonio architettonico;
2. i mezzi per conciliare nel migliore dei modi l'obiettivo prioritario di protezione del patrimonio architettonico e le attuali necessità della vita economica, sociale e culturale;
3. le possibilità fornite dalle nuove tecnologie, relative alle procedure sia di individuazione che di registrazione, alla lotta contro il degrado dei materiali, alla ricerca scientifica, ai lavori di restauro ed alle modalità di gestione e di animazione del patrimonio architettonico;
4. i mezzi per promuovere la creazione architettonica che costituisce il contributo della nostra epoca al patrimonio europeo.

ARTICOLO 18.

Le Parti s'impegnano a prestarsi, ogni qualvolta ciò sia necessario, una reciproca assistenza tecnica che si manifesta in un scambio di esperienze e di esperti in materia di conservazione del patrimonio architettonico.

ARTICOLO 19.

Le Parti s'impegnano a favorire, nell'ambito delle legislazioni nazionali pertinenti o degli accordi internazionali dai quali sono vincolati, gli scambi europei di specialisti della conservazione del patrimonio architettonico, anche nel settore della formazione permanente.

ARTICOLO 20.

Ai fini della presente Convenzione, un Comitato di esperti istituito dal Comitato dei Ministri del Consiglio di Europa, ai sensi dell'articolo 17 dello Statuto del Consiglio d'Europa, è incaricato di seguire l'applicazione della Convenzione, ed in particolare:

1. di sottoporre periodicamente al Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa, una relazione sulla situazione delle politiche di conservazione del patrimonio architettonico negli Stati Parti alla Convenzione, sull'applicazione dei principi da essa enunciati e sulle sue attività;
2. di proporre al Comitato dei Ministri del Consiglio di Europa le misure volte all'attuazione delle disposizioni della Convenzione, anche nel campo delle attività multilaterali e in materia di revisione o di emendamento della Convenzione, come pure in materia d'informazione del pubblico riguardo alle finalità della Convenzione;

3. di fare raccomandazioni al Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa, riguardo all'invito di Stati non membri del Consiglio d'Europa ad aderire alla Convenzione.

ARTICOLO 21.

Le disposizioni della presente Convenzione non sono pregiudiziali all'applicazione di disposizioni specifiche più favorevoli alla tutela dei beni di cui all'Art. 1 contenute nel:

- la Convenzione relativa alla protezione del Patrimonio mondiale, culturale e naturale del 16 novembre 1972;
- la Convenzione europea per la protezione del patrimonio archeologico del 6 maggio 1969..

CLAUSOLE FINALI

ARTICOLO 22.

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa.
Sarà sottoposta a ratifica, accettazione o approvazione.
Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione, saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo alla scadenza del periodo di tre mesi dopo la data alla quale tre Stati membri del Consiglio d'Europa avranno espresso il loro consenso ad essere vincolati dalla Convenzione, secondo le disposizioni del precedente paragrafo.

3. La Convenzione entrerà in vigore nei confronti di ogni stato membro che esprimerà successivamente il proprio consenso ad esserne vincolata, il primo giorno del mese successivo alla scadenza di un periodo di tre mesi dopo la data del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

ARTICOLO 23.

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare qualsiasi stato non membro del Consiglio, nonché la Comunità Economica Europea, ad aderire alla presente Convenzione, con decisione adottata alla maggioranza prevista all'art. 20. d. dello Statuto del Consiglio d'Europa, e all'unanimità dai rappresentanti degli Stati contraenti che hanno diritto a partecipare al Comitato.

2. Per ogni stato che aderisce, o per la Comunità Economica Europea, in caso di adesione, la Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo alla scadenza di un periodo di tre mesi, dopo la data di deposito

dello strumento di adesione presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

ARTICOLO 24.

1. Ciascun Stato può, al momento della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione indicare il o i territori ai quali sarà applicata la presente Convenzione.
2. Ciascun Stato può, in seguito, in qualsiasi altro momento, mediante dichiarazione inviata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, estendere l'applicazione della presente Convenzione ad ogni altro territorio indicato nella dichiarazione. La Convenzione entrerà in vigore per quanto riguarda detto territorio, il primo giorno del mese successivo alla scadenza di un periodo di tre mesi dopo la data di ricevimento della dichiarazione da parte del Segretario Generale.
3. Ogni dichiarazione resa in virtù dei due precedenti paragrafi relativa ad ogni territorio indicato nella dichiarazione potrà essere ritirata, mediante notifica inviata al Segretario Generale. Il ritiro avrà effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di sei mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

ARTICOLO 25.

1. Ciscun Stato, al momento della firma o del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, può dichiarare che si riserva il diritto di non adeguarsi, in tutto o in parte, alle disposizioni dell'art. 4, paragrafi c) e d). Non è ammessa alcuna altra riserva.

2. Ciascun Stato contraente, che abbia espresso una riserva in virtù del precedente paragrafo, può ritirarla, tutta o in parte, inviando una notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Il ritiro entrerà in vigore dalla data di ricevimento della notifica da parte del Segretario generale.

3. La Parte che ha espresso la riserva riguardo alla disposizione menzionata nel primo paragrafo di cui sopra, non potrà esigere che detta disposizione venga applicata da un'altra Parte; tuttavia essa potrà, qualora la riserva sia parziale o condizionale, esigere l'applicazione di detta disposizione nella misura in cui essa l'ha accettata.

ARTICOLO 26.

1. Ciascuna Parte può, in qualsiasi momento, denunciare la presente Convenzione, mediante notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La denuncia entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di sei mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

ARTICOLO 27.

Il Segretario generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio d'Europa, a ciascun stato che abbia aderito alla presente Convenzione ed alla Comunità Economica Europea che aderisce:

- a. ciascuna firma;
- b. il deposito di ciascun strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione;
- c. ciascuna data di entrata in vigore della presente Convenzione, conformemente ai suoi artt. 22, 23 e 24;
- d. ogni altro atto, notifica o comunicazione relativa alla presente Convenzione.

In fede di che i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Granada, il 3 ottobre 1985, in francese ed in inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un solo

esemplare che sarà depositato presso gli archivi del Consiglio d'Europa.

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne trasmetterà la copia autenticata conforme a ciascuna degli Stati membri del Consiglio d'Europa, nonché ad ogni Stato o alla Comunità Economica Europea invitati ad aderire alla presente Convenzione.

Copia autenticata conforme all'esemplare originale unico
in lingua francese ed in lingua inglese, depositato presso
gli archivi del Consiglio d'Europa

Strasburgo, il 18 ottobre 1985

Il Direttore degli Affari Giuridici
Del Consiglio d'Europa